

SIMONE VEIL

TEST SUR LA VIE DE SIMONE VEIL



1. Simone Veil est d'origine allemande.
2. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, elle est déportée à Auschwitz à l'âge de 17 ans et y perd sa mère.
3. En 1970, elle est la première femme à occuper le poste de secrétaire générale du Conseil supérieur de la magistrature.
4. Elle est nommée ministre de la Santé sous la présidence de François Mitterrand.
5. Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, Simone Veil fait voter la loi sur la légalisation de l'IVG en 1975.
6. Sur le plan extérieur, Simone Veil se positionne largement en faveur de l'union européenne.
7. Elle est ensuite amenée à présider le Parlement européen jusqu'en 1982.
8. En 1993, elle rejoint le gouvernement d'Édouard Balladur en tant que ministre des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, puis devient membre du Conseil constitutionnel en 1998 pour une durée de neuf ans.
9. Particulièrement active, Simone Veil est également présidente de la Fondation pour la mémoire de la Shoah de 2000 à 2007 et membre du conseil d'administration de l'IFRI (Institut français des relations internationales).
10. En 2007, elle a exprimé son soutien pour Nicolas Sarkozy lors des présidentielles.
11. Simone Veil présente sa candidature à l'Académie française en octobre 2008. Elle est élue et reçue parmi les « Immortels » dès le premier tour du scrutin.

Simone Veil

Née à Nice (France) le 13/07/1927

Femme courage à l'adolescence tragique, Simone Veil est l'une des figures politiques françaises les plus populaires. Légalisant l'avortement en 1975, elle a été la première présidente du Parlement européen (1979) et la première femme ministre d'État (1993).

Simone Jacob naît à Nice le 13 juillet 1927 au sein d'une famille juive. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, elle est déportée à Auschwitz à l'âge de 17 ans et y perd sa mère. Après sa libération, elle entreprend des études de droit, épouse Antoine Veil et entre dans la magistrature en 1957. En 1970, elle est la première femme à occuper le poste de secrétaire générale du Conseil supérieur de la magistrature. Cette ascension professionnelle et ses positions politiques centristes l'amènent à être nommée ministre de la Santé sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, Simone Veil fait voter la loi sur la légalisation de l'IVG en 1975. Sa popularité ne cesse alors de croître.

Sur le plan extérieur, Simone Veil se positionne largement en faveur de l'union européenne. C'est la raison pour laquelle, en 1979, elle participe aux premières élections européennes, représentant la liste de l'Union pour la démocratie française (UDF). Éluée députée, elle est ensuite amenée à présider le Parlement européen jusqu'en 1982.

En 1993, elle rejoint le gouvernement d'Édouard Balladur en tant que ministre des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, puis devient membre du Conseil constitutionnel en 1998 pour une durée de neuf ans. Particulièrement active, Simone Veil est également présidente de la Fondation pour la mémoire de la Shoah de 2000 à 2007 et membre du conseil d'administration de l'IFRI (Institut français des relations internationales).

En 2007, elle a exprimé son soutien pour Nicolas Sarkozy lors des présidentielles. Simone Veil présente sa candidature à l'Académie française en octobre 2008. Elle est élue et reçue parmi les « Immortels » dès le premier tour du scrutin. En 2012, elle est la première adhérente au parti UDI de Jean Louis Borloo.

Écoutez le discours de Simone Veil devant l'Assemblée nationale.

Quels sont les arguments de Simone Veil pour défendre son projet de loi ?

<http://www.ina.fr/video/I07169806>

A la tribune de l'Assemblée nationale, Simone VEIL, ministre de la santé, présente son projet de réforme de la législation sur l'avortement. Elle déclare : "L'avortement doit rester l'exception, l'ultime recours pour des situations sans issue.. mais comment le tolérer sans que la société paraisse l'encourager ?.. Je voudrais vous faire partager une conviction de femme. Je m'excuse de le faire devant cette assemblée presque exclusivement composée d'hommes. Aucune femme ne recourt de gaieté de coeur à l'avortement (applaudissements). C'est toujours un drame, cela restera toujours un drame. C'est pourquoi si le projet tient compte de la situation de fait existante, s'il admet la possibilité d'une interruption de grossesse, c'est pour la contrôler, et autant que possible en dissuader la femme". Elle évoque ensuite la situation des femmes qui se trouvent en situation de détresse, que la loi rejette "dans l'opprobre, la honte et la solitude", et s'interroge : "parmi ceux qui combattent aujourd'hui une éventuelle modification de la loi répressive, combien sont-ils ceux qui se sont préoccupés d'aider ces femmes dans leur détresse, combien sont-ils ceux qui, au delà de ce qu'ils jugent comme une faute, ont su manifester aux jeunes mères célibataires la compréhension et l'appui moral dont elles avaient un si grand besoin ?"(applaudissements).

Le discours qu'elle élabore, elle le nourrit de la souffrance des Françaises victimes d'avortements clandestins. «Nous ne pouvons plus fermer les yeux sur les 300.000 avortements qui chaque année mutilent les femmes de ce pays» entend-elle plaider dans l'hémicycle. La femme politique affiche également son intransigeance dans la rédaction de son plaidoyer «l'avortement doit rester l'exception, l'ultime recours pour des situations sans issue». Pour répondre à ses détracteurs, elle ne veut omettre aucun argument tant l'enjeu est de taille, «il s'agit d'une loi sociétale (...) les pouvoirs publics ne peuvent éluder leurs responsabilités». Le fil rouge de ce discours est «la conviction» d'un gouvernement, mais aussi la «conviction d'une femme». Simone Veil le couche par écrit à six reprises et l'entonne autant de fois à la tribune du palais Bourbon.

Un discours d'une heure entré dans la posterité

À l'approche de son grand oral, la femme militante ne vacille pas. Elle choisit de convoquer «l'Histoire» sous sa plume. «Les grands débats qui ont divisé un moment les Français apparaissent avec le recul du temps comme une étape nécessaire à la formation d'un nouveau consensus social, qui s'inscrit dans la tradition de tolérance et de mesure de notre pays», prononce t-elle le 26 novembre 1974 devant un parterre d'élus majoritairement masculins.

Durant les jours qui précédèrent son intervention, les proches de Simone Veil rapportent à *Femme Actuelle*, qu'elle n'était soucieuse que sur un point: celui d'acquérir la majorité à l'Assemblée.

Au terme de trois jours d'échanges houleux, la dépénalisation de l'avortement sera votée dans la nuit du 29 novembre 1974, par 284 voix pour et 189 contre.